

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE
GLAIGNES

N° DP 060 274 25 00005		CL
Demande déposée le 09/06/2025		
Demandeur :	GROUPE VERLAINE (AMG FACADES) NACCACHE David	
Demeurant à :	76 avenue de Marseille 26000 VALENCE	
Sur un terrain sis à :	3 rue des Tonneliers 60129 GLAIGNES AD58-AD57-AD61	
Nature des Travaux :	Panneaux photovoltaïques	



ARRÊTÉ N° 2507005
d'opposition à une déclaration préalable
au nom de la Commune

Le Maire de GLAIGNES ;

Vu la déclaration préalable présentée le 09/06/2025 par la société GROUPE VERLAINE (AMG FACADES) représentée par NACCACHE David ;

Vu les plans et documents annexés à la déclaration ;

Vu l'affichage du récépissé de dépôt en date du 16/06/2025 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants, L 425-1 et suivants, R425-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 04/07/2018 ;

Vu le règlement de la zone UB ;

Vu l'arrêté portant inscription de l'église de Glaignes sur la liste des édifices classés monuments historiques du département de l'Oise ;

Vu le refus de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 30/06/2025 ;

Considérant l'article R 425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose que : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées. » ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France indique dans son avis en date du 30/06/2025 que le projet en l'état est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique protégé concerné et de ses abords et que, de ce fait, il ne donne pas son accord ;

Considérant que, par conséquent, le projet ne peut pas être accordé ;

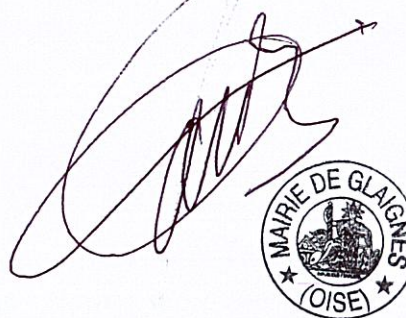
ARRÊTE

Article unique :

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'OPPOSITION.

Fait à GLAIGNES, le 16 juillet 2025

Le Maire
Marie-Paule TARDIVEAU

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'M. Tardiveau', written over a circular official seal. The seal contains the text 'MAIRIE DE GLAIGNES' at the top and '(OISE)' at the bottom, with a small emblem in the center.

Nota :

Ci-joint l'avis émis par l'Architecte des Bâtiments de France

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales en date du17...../07...../2025

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).